

Brûlée vive en Algérie : les faux-culs d'Amnesty International font semblant d'être choqués

écrit par Laveritetriomphera | 24 septembre 2016



Ils ne manquent pas de souffle.

Ils osent.

Après des campagnes indignes pour le port du niqab en France, ils font campagne contre la violence faite aux femmes en Algérie.



<http://resistancerepublicaine.com/2014/11/21/campagne-dinformation-resistance-republicaine-sur-amnesty-international-qui-trahit-les-femmes/>

Après des campagnes indignes pour que la France devienne la poubelle du monde, ils font campagne contre la violence faite aux femmes en Algérie

<http://resistancerepublicaine.com/2015/11/22/que-tous-les-resistants-daveyron-aillent-dire-non-aux-migrants-et-a-amnesty-a-nauviale-le-26-novembre/>

Après des campagnes indignes pour que les terroristes ne soient pas extradés, ils font campagne contre la violence faite aux femmes en Algérie.

<http://resistancerepublicaine.com/2016/07/01/istambul-le-cerve-au-de-lattentat-avait-statut-de-refugie-lue-et-amnesty-ont-empeche-son-extradition/>

Cerise sur le gâteau, vous savez ce que Amnesty fait de vos dons ?

<http://resistancerepublicaine.com/2014/11/13/edito-du-jour-700-000-euros-de-primes-percues-par-la-secretaire-damnesty-international-payees-par-vos-dons/>

<http://resistancerepublicaine.com/2014/11/13/vous-savez-ce-qua-mnesty-fait-avec-largent-que-vous-lui-donnez-par-philippe-jallade/>

Bref, ces mondialistes islamophiles n'ont pas un mot pour dénoncer les raisons des violences faites aux femmes, intrinsèques à l'islam.

Ils se contentent de cibler le gouvernement quand c'est l'islam qui est en cause.

Combien d'agressions de femmes quand l'Algérie était un département français et que les musulmans évoluaient sous la loi française, prenant de la distance avec l'islam ?

Algérie : après la mort d'une femme brûlée vive, Amnesty International tire la sonnette d'alarme

Algérie : après la mort d'une femme brûlée vive, Amnesty International tire la sonnette d'alarme

23 sept. 2016, 17:14



© Capture d'écran Twitter – Zine-Eddine Zitouni

Alors que le meurtrier d'Amira Merabet, brûlée vive fin août en Algérie, est

toujours en fuite, l'ONG de défense des droits de l'Homme dénonce «l'impunité» des agresseurs, dans un pays où les violences faites aux femmes sont en augmentation.

C'est arrivé le 29 août, vers 8h du matin. Amira Merabet, 34 ans, se rendait simplement à son travail à pied, dans la ville d'El Khroub, dans l'est du pays, lorsqu'elle aurait été harcelée. «*Sans raison aucune*», un jeune homme qu'elle ne connaissait pas se serait mis à la frapper avant de l'asperger de liquide inflammable et d'y mettre le feu, a témoigné la sœur de la victime, Fatim-Zohra, dans le magazine d'actualité *Jeune Afrique*.

Quelques heures plus tard, Amira succombe à ses blessures à l'hôpital. En fuite, son agresseur est toujours recherché par la police.

La goutte d'eau qui fait déborder le vase ?

Pour la directrice du bureau d'Amnesty International à Alger, Hassina Oussedik, l'histoire tragique de la jeune Algérienne doit interpeller les autorités.

«Les associations demandent à l'Etat de protéger les femmes face à des hommes qui s'en prennent à elles en toute impunité», explique-t-elle au magazine, alors que des rassemblements de soutien à Amira Merabet ont eu lieu ces derniers jours dans plusieurs villes du pays.

«L'Etat doit donner une réponse forte face à ce qu'il se passe. Il faut qu'il montre l'exemple !», conclut la militante des droits de l'Homme.

Des chiffres en hausse

Entre 2014 et 2015, les plaintes déposées pour des violences faites aux femmes ont augmenté de 27%, selon les données de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (CNCPPDH), une institution indépendante créée par le gouvernement algérien en 2001.

La hausse est particulièrement criante dans les plaintes pour violences sexuelles, qui sont elles passées en un an de 208 à 383.

Et pourtant, ces données pourraient sous-représenter le problème, comme l'indique la CNCPPDH : «Beaucoup de femmes souffrent en silence ou déposent des plaintes et les retirent par la suite de peur des représailles de leurs agresseurs ou de la société.»